

COUR SUPÉRIEURE
(Chambre des actions collectives)

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE QUÉBEC

N° : 200-06-000143-126

DATE : LE 29 JUIN 2017

SOUS LA PRÉSIDENTE DE L'HONORABLE CLÉMENT SAMSON, j.c.s.

GAËTAN ROY

Demandeur

c.

DENSO CORPORATION

et

DENSO INTERNATIONAL AMERICA, INC.

et

DENSO MANUFACTURING CANADA, INC.

et

DENSO SALES CANADA, INC.

et

MITSUBISHI ELECTRIC CORPORATION

et

MITSUBISHI ELECTRIC AUTOMOTIVE AMERICA, INC.

et

MITSUBISHI ELECTRIC SALES CANADA, INC.

et

HITACHI, LTD.

et

HITACHI AUTOMOTIVE SYSTEMS, LTD.

et

HITACHI AUTOMOTIVE SYSTEMS AMERICAS, INC.

et

YAZAKI CORPORATION

et

YAZAKI NORTH AMERICA, INC.
et
SUMITOMO ELECTRIC INDUSTRIES, LTD.
et
SUMITOMO WIRING SYSTEMS, LTD.
et
SUMITOMO ELECTRIC WIRING SYSTEMS, INC.
et
SUMITOMO WIRING SYSTEMS (U.S.A.), INC.
et
SEWS CANADA, LTD.
Défenderesses
et
FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES
Mis en cause

**JUGEMENT SUR DEMANDE POUR OBTENIR L'APPROBATION D'UNE
TRANSACTION**

- [1] **ATTENDU** que les parties sont impliquées dans un litige de la nature d'une action collective;
- [2] **ATTENDU** qu'une entente de règlement a été conclue entre le Demandeur et les Défenderesses Hitachi, Ltd., Hitachi Automotive Systems, Ltd. et Hitachi Automotive Systems Americas, Inc. (ci-après collectivement « **Hitachi** » ou les « **Défenderesses qui règlent** »), soit l'« **Entente Hitachi** »;
- [3] **ATTENDU** que le Demandeur demande l'approbation de l'Entente Hitachi;
- [4] **CONSIDÉRANT** le jugement rendu le 11 avril 2017 par lequel le Tribunal a approuvé le contenu et ordonné la publication des Avis aux membres;
- [5] **CONSIDÉRANT** que les avis ont été publiés en temps opportun, en français et en anglais;
- [6] **CONSIDÉRANT** l'expiration de l'échéance fixée pour s'opposer à l'Entente Hitachi, sans qu'il n'y ait eu objection écrite à l'encontre de l'Entente Hitachi;
- [7] **CONSIDÉRANT** qu'aucun Membre du Groupe visé par le Règlement au Québec ne s'est présenté devant cette Cour afin de s'opposer à l'approbation de l'Entente Hitachi;

[8] **CONSIDÉRANT** que le délai pour s'exclure de l'action collective au Québec est expiré, et que trois personnes ont valablement et en temps opportun exercé leur droit de s'exclure;

[9] **CONSIDÉRANT** l'article 590 du *Code de procédure civile*;

[10] **CONSIDÉRANT** que la demande a dûment été notifiée au Fonds d'aide aux actions collectives;

[11] **CONSIDÉRANT** le jugement rendu le 1^{er} mai 2017 par la Cour supérieure de justice de l'Ontario dans l'affaire *Sheridan Chevrolet Cadillac Ltd. & als. v. Sumitomo Electric Industries, Ltd. & als.*, dossier numéro CV-13-482967-00CP;

[12] **CONSIDÉRANT** le jugement rendu le 30 mai 2017 par la Cour suprême de la Colombie-Britannique, registre de Vancouver, dans l'affaire *Darren Ewert v. Continental AG & als.*, dossier numéro S-135670;

[13] **CONSIDÉRANT** les représentations des avocats;

[14] **APRÈS EXAMEN**, il y a lieu de faire droit à la demande du Demandeur;

POUR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL :

[15] **ACCUEILLE** la demande;

[16] **DÉCLARE** qu'aux fins du présent jugement, les définitions contenues dans l'Entente Hitachi, jointe en Annexe A au présent jugement, s'appliquent et sont incorporées au présent jugement;

[17] **DÉCLARE** qu'en cas de conflit entre le présent jugement et l'Entente Hitachi, le présent jugement prévaudra;

[18] **DÉCLARE** que le présent jugement, incluant l'Entente Hitachi, lie chaque Membre du Groupe visé par le Règlement au Québec, incluant les personnes mineures et celles qui sont inaptes;

[19] **DÉCLARE** que l'Entente Hitachi est équitable, raisonnable et dans le meilleur intérêt des Membres du Groupe visés par le Règlement au Québec et constitue une transaction au sens de l'article 2631 du *Code civil du Québec*;

[20] **APPROUVE** l'Entente Hitachi conformément à l'article 590 du *Code de procédure civile* et **ORDONNE** qu'elle soit mise en œuvre en conformité avec ses termes;

[21] **DÉCLARE** qu'à compter de la Date d'entrée en vigueur, chaque Membre du Groupe visé par le Règlement au Québec sera réputé avoir consenti irrévocablement au rejet de toutes Autres Actions commencées contre les Parties Quittancées, sans frais et sans réserve;

[22] **DÉCLARE** qu'à compter de la Date d'entrée en vigueur, toute Autre Action débutée au Québec par un Membre du Groupe visé par le Règlement au Québec, doit être et est, par le présent jugement, rejetée contre les Parties Quittancées, sans frais et sans réserve;

[23] **DÉCLARE** qu'à compter de la Date d'entrée en vigueur, chaque Partie donnant quittance a quittancé et sera réputée avoir donné une quittance complète, générale et finale aux Parties Quittancées eu égard aux Réclamations Quittancées;

[24] **DÉCLARE** qu'à compter de la Date d'entrée en vigueur, chaque Partie donnant quittance ne pourra, maintenant ou dans le futur, intenter, continuer, maintenir, intervenir ou faire valoir, directement ou indirectement, au Canada ou ailleurs, pour son propre compte ou pour le compte de tout groupe ou de toute autre personne, toute procédure, cause d'action, réclamation ou demande contre toute Partie Quittancée, ou toute autre personne qui pourrait réclamer une contribution, une indemnité ou toute autre réclamation de toute Partie Quittancée, à l'égard de toute Réclamation Quittancée, à l'exception de ce qui suit :

- a) la continuation des Procédures, contre les Défenderesses qui ne sont pas parties à l'Entente Hitachi ou toute autre partie désignée ou non-désignée dans le cadre des Procédures qui n'est pas une Partie Quittancée; ou
- b) si les Procédures ne sont pas autorisées comme action collective à l'égard des Défenderesses qui ne sont pas parties à l'Entente Hitachi, la continuation des actions sur une base individuelle ou autrement contre les Défenderesses qui ne sont pas parties à l'Entente Hitachi ou toute autre partie désignée ou non-désignée dans le cadre des Procédures qui n'est pas une Partie Quittancée;

[25] **DÉCLARE** que, par l'Entente Hitachi, le Demandeur et les Membres du Groupe visé par le Règlement au Québec renoncent expressément au bénéfice de la solidarité envers les Défenderesses qui ne sont pas parties à l'Entente Hitachi, eu égard aux faits, gestes et autres comportements des Parties Quittancées;

[26] **DÉCLARE** que le Demandeur et les Membres du Groupe visé par le Règlement au Québec ne pourront dorénavant réclamer ni obtenir les dommages, y incluant les dommages punitifs, les intérêts et les frais (y compris, sans s'y limiter, les frais de justice, conformément au *Code de procédure civile* et les frais d'enquête prévus à l'article 36 de la *Loi sur la concurrence*), attribuables aux agissements et aux ventes des Défenderesses qui ne sont pas parties à l'Entente Hitachi;

[27] **DÉCLARE** que tout appel en garantie ou autre mise en cause pour obtenir une contribution ou une indemnité des Parties Quittancées, ou se rapportant aux Réclamations Quittancées seront irrecevables et non avenus dans le cadre des Procédures ou de toute Autre Action débutée au Québec;

[28] **DÉCLARE** que le droit des Défenderesses qui ne sont pas parties à l'Entente Hitachi d'interroger les Défenderesses qui règlent sera régi par les règles du *Code de procédure civile* et que les Défenderesses qui règlent conservent tous leurs droits de s'opposer à de tels interrogatoires en vertu du *Code de procédure civile*, le cas échéant. En outre, rien dans le présent jugement n'empêche une Défenderesse qui règle de demander une ordonnance de protection visant à préserver la confidentialité et la protection des renseignements exclusifs concernant les documents à produire et/ou les renseignements obtenus lors d'un interrogatoire. Nonobstant toute disposition du présent jugement, sur toute demande présentée en vertu de ce paragraphe, le Tribunal pourra rendre les ordonnances au sujet des frais de justice et autres modalités qu'il jugera appropriées;

[29] **DÉCLARE** que les Défenderesses qui ne sont pas parties à l'Entente Hitachi pourront valablement notifier toute procédure pouvant être requise pour faire valoir leurs droits découlant des paragraphes qui précèdent aux Défenderesses qui règlent, en notifiant telle procédure à l'avocat *ad litem* de cette partie, tel qu'il est identifié dans le présent jugement;

[30] **DÉCLARE** que cette Cour conservera un rôle de surveillance continue, aux fins d'administration et d'exécution du présent jugement et de l'Entente Hitachi et **CONSTATE** que les Défenderesses qui règlent reconnaissent la compétence de cette Cour pour les fins d'exécution, d'administration et de mise en œuvre de l'Entente Hitachi et du présent jugement, et sujet aux termes et conditions prévues dans l'Entente Hitachi et le présent jugement;

[31] **DÉCLARE** que, à l'exception de ce qui est autrement spécifié, le présent jugement n'affecte en rien les droits ou les réclamations qu'ont ou pourraient avoir les Membres du Groupe visé par le Règlement au Québec contre les Défenderesses qui ne sont pas parties à l'Entente Hitachi ou toute autre partie désignée ou non désignée dans les Procédures qui n'est pas une Partie Quittancée;

[32] **DÉCLARE** que les Parties Quittancées n'ont aucune responsabilité ou obligation quelconque quant à l'administration de l'Entente Hitachi, la gestion, le placement, la distribution du Montant de l'Entente Hitachi ou du Protocole de Distribution;

[33] **ORDONNE** que toute somme composant le Montant de l'Entente Hitachi soit détenue dans le compte en fidéicommiss de Siskinds LLP pour le bénéfice des Membres du Groupe visé par le Règlement et qu'après la Date d'entrée en vigueur de l'Entente, le Montant de l'Entente puisse être utilisé afin de payer les déboursés encourus par les Avocats du Groupe dans la poursuite des Procédures contre les Défenderesses qui ne

sont pas parties à l'Entente. Ce paragraphe ne doit pas être interprété comme affectant les droits du Demandeur ou des Membres du Groupe visé par le Règlement de réclamer ces déboursés dans le contexte d'une éventuelle condamnation aux frais de justice en leur faveur contre les Défenderesses qui ne sont pas parties à l'Entente Hitachi ou les droits des Défenderesses qui ne sont pas parties à l'Entente Hitachi de s'opposer à une telle réclamation;

[34] **DÉCLARE** que, dans l'éventualité où l'Entente Hitachi est résiliée conformément à ses termes, le présent jugement doit être déclaré nul et sans effet, sur présentation d'une demande et après avis;

[35] **DÉCLARE** qu'à compter de la Date d'entrée en vigueur, par le présent jugement, le Recours du Québec est réglé hors Cour contre les Défenderesses qui règlent;

[36] **DÉCLARE** que l'approbation de l'Entente Hitachi ainsi que tout motif donné par le Tribunal en lien avec l'approbation de l'Entente Hitachi et le présent jugement, n'affectent en rien les droits ou les moyens de défense des Défenderesses qui ne sont pas parties à l'Entente Hitachi dans le cadre du présent Recours et, sans limiter la généralité de ce qui précède, ne sauront en aucun cas servir de fondement aux fins d'établir la compétence du Tribunal, les critères d'autorisation (incluant la définition du Groupe) ou l'existence des éléments constitutifs du droit d'action allégué dans le Recours au Québec, à l'encontre des Défenderesses qui ne sont pas parties à l'Entente Hitachi;

[37] **LE TOUT** sans frais de justice.



CLÉMENT SAMSON, j.c.s.

Siskinds, Desmeules, Avocats, Casier #15
Me Barbara Ann Cain
43, rue de Buade, bureau 320
Québec (Québec) G1R 4A2
Avocats du Demandeur

Davies Ward Phillips & Vineberg s.e.n.c.r.l., s.r.l.
Me Nick Rodrigo
1501, avenue McGill College, 26^e étage
Montréal (Québec) H3A 3N9
Avocats de Denso Manufacturing Canada, Inc. et Denso Sales Canada, Inc.

Société d'Avocats Torys s.e.n.c.r.l.
Me Joanna Lozowik
Me Sylvie Rodrigue
1, Place Ville Marie, bureau 2880
Montréal (Québec) H3B 4R4
Avocats de Mitsubishi Electric Corporation

DLA Piper (Canada) LLP
Me Tania Da Silva
1501, avenue McGill College, bureau 1400
Montréal (Québec) H3A 3M8
Avocats de Hitachi, Ltd., Hitachi Automotive Systems, Ltd. et Hitachi Automotive
Systems Americas, Inc.

Fonds d'aide aux actions collectives
Me Frikia Belogbi
1, rue Notre-Dame Est, bureau 10.30
Montréal (Québec) H2T 1B6

Date d'audience : 21 juin 2017

Annexe A : Entente Hitachi

**CANADIAN ELECTRONIC CONTROL UNITS CLASS ACTIONS
NATIONAL SETTLEMENT AGREEMENT**

Made as of December 2, 2016

Between

**SHERIDAN CHEVROLET CADILLAC LTD., THE PICKERING AUTO MALL LTD.,
FADY SAMAHA, DARREN EWERT and GAËTAN ROY**

(the "Plaintiffs")

and

**HITACHI, LTD., HITACHI AUTOMOTIVE SYSTEMS, LTD. and HITACHI
AUTOMOTIVE SYSTEMS AMERICAS, INC.**

(the "Settling Defendants")

**CANADIAN ELECTRONIC CONTROL UNITS CLASS ACTIONS
NATIONAL SETTLEMENT AGREEMENT**

TABLE OF CONTENTS

RECITALS	1
SECTION 1 – DEFINITIONS	3
SECTION 2 – SETTLEMENT APPROVAL	9
2.1 Best Efforts	9
2.2 Motions Seeking Approval of Notice and Certification or Authorization	9
2.3 Motions Seeking Approval of the Settlement	10
2.4 Pre-Motion Confidentiality	10
SECTION 3 – SETTLEMENT BENEFITS	11
3.1 Payment of Settlement Amount	11
3.2 Taxes and Interest	12
SECTION 4 – COOPERATION	12
4.1 Extent of Cooperation	12
4.2 Limits on Use of Documents	18
SECTION 5 – OPTING OUT	20
5.1 General	20
5.2 Procedure	20
SECTION 6 – TERMINATION OF SETTLEMENT AGREEMENT	22
6.1 Right of Termination	22
6.2 If Settlement Agreement is Terminated	23
6.3 Allocation of Settlement Amount Following Termination	24
6.4 Survival of Provisions After Termination	25
SECTION 7 – RELEASES AND DISMISSALS	25
7.1 Release of Releasees	25
7.2 Release by Releasees	26
7.3 Covenant Not to Sue	26
7.4 No Further Claims	26
7.5 Dismissal of the Proceedings	27
7.6 Dismissal of Other Actions	27
7.7 Material Term	27
SECTION 8 – BAR ORDER, WAIVER OF SOLIDARITY ORDER AND OTHER CLAIMS	27

8.1	Ontario and British Columbia Bar Order.....	27
8.2	Quebec Waiver or Renunciation of Solidarity Order	31
8.3	Claims Against Other Entities Reserved.....	31
8.4	Material Term	31
SECTION 9 – EFFECT OF SETTLEMENT.....		32
9.1	No Admission of Liability	32
9.2	Agreement Not Evidence.....	32
9.3	No Further Litigation	32
SECTION 10 – CERTIFICATION OR AUTHORIZATION FOR SETTLEMENT ONLY		33
SECTION 11 – NOTICE TO SETTLEMENT CLASSES.....		34
11.1	Notices Required.....	34
11.2	Form and Distribution of Notices	34
SECTION 12 – ADMINISTRATION AND IMPLEMENTATION		34
12.1	Mechanics of Administration.....	34
12.2	Information and Assistance.....	34
SECTION 13 – DISTRIBUTION OF THE SETTLEMENT AMOUNT AND ACCRUED INTEREST		36
13.1	Distribution Protocol.....	36
13.2	No Responsibility for Administration or Fees.....	36
SECTION 14 – CLASS COUNSEL FEES, DISBURSEMENTS AND ADMINISTRATION EXPENSES.....		37
14.1	Responsibility for Fees, Disbursements and Taxes	37
14.2	Responsibility for Costs of Notices and Translation	37
14.3	Court Approval for Class Counsel Fees and Disbursements	37
SECTION 15 – MISCELLANEOUS		37
15.1	Motions for Directions	37
15.2	Releasees Have No Liability for Administration	38
15.3	Headings, etc.....	38
15.4	Computation of Time	38
15.5	Ongoing Jurisdiction	38
15.6	Governing Law	39
15.7	Entire Agreement	39
15.8	Amendments	39
15.9	Binding Effect.....	39

15.10	Counterparts	40
15.11	Negotiated Agreement	40
15.12	Language	40
15.13	Transaction	40
15.14	Recitals	41
15.15	Schedules	41
15.16	Acknowledgements	41
15.17	Authorized Signatures	41
15.18	Notice	41
15.19	Date of Execution	43

**CANADIAN ELECTRONIC CONTROL UNITS CLASS ACTIONS
NATIONAL SETTLEMENT AGREEMENT**

RECITALS

- A. WHEREAS the Proceedings were commenced by the BC Plaintiff in British Columbia, the Quebec Plaintiff in Quebec and the Ontario Plaintiffs in Ontario and the Plaintiffs claim class wide damages allegedly caused as a result of the conduct alleged therein;
- B. WHEREAS the Proceedings allege that some or all of the Releasees participated in an unlawful conspiracy with other manufacturers of Electronic Control Units to rig bids for, and to raise, fix, maintain or stabilize the prices of Electronic Control Units sold in Canada and elsewhere as early as January 1, 1999 (the exact date varying as between the Proceedings) until at least March 1, 2010, contrary to Part VI of the *Competition Act*, RSC 1985, c C-34 and the common law and/or the civil law;
- C. WHEREAS the Settling Defendants consent to being added as defendants in the BC Action;
- D. WHEREAS a notice was published on November 18 and 19, 2016 advising putative Settlement Class Members of the right to opt-out and the deadline for opting out is January 25, 2017;
- E. WHEREAS the Settling Defendants and Releasees do not admit, through the execution of this Settlement Agreement or otherwise, any allegation of unlawful conduct alleged in the Proceedings, or in any Other Actions, and otherwise deny all liability and assert that they have complete defenses in respect of the merits of the Proceedings and any Other Actions or otherwise;
- F. WHEREAS the Plaintiffs, Class Counsel and the Settling Defendants agree that neither this Settlement Agreement nor any statement made in the negotiation thereof shall be deemed or construed to be an admission by or evidence against the Releasees or evidence of the truth of any of the Plaintiffs' allegations against the Releasees, which allegations are expressly denied by the Settling Defendants;
- G. WHEREAS the Settling Defendants are entering into this Settlement Agreement in order to achieve a final and nation-wide resolution of all claims asserted or which could have been

asserted against the Releasees by the Plaintiffs and the Settlement Class in the Proceedings and any Other Actions, and to avoid further expense, inconvenience and the distraction of burdensome and protracted litigation;

H. WHEREAS the Settling Defendants do not hereby attorn to the jurisdiction of the Courts or any other court or tribunal in respect of any civil, criminal or administrative process except to the extent expressly provided in this Settlement Agreement with respect to the Proceedings;

I. WHEREAS Counsel for the Settling Defendants and Class Counsel have engaged in arm's-length settlement discussions and negotiations, resulting in this Settlement Agreement relating to Canada;

J. WHEREAS as a result of these settlement discussions and negotiations, the Settling Defendants and the Plaintiffs have entered into this Settlement Agreement, which embodies all of the terms and conditions of the settlement between the Settling Defendants and the Plaintiffs, both individually and on behalf of the classes they seek to represent, subject to approval of the Courts;

K. WHEREAS the Plaintiffs and Class Counsel have reviewed and fully understand the terms of this Settlement Agreement and, based on their analyses of the facts and law applicable to the Plaintiffs' claims, having regard to the burdens and expense in prosecuting the Proceedings, including the risks and uncertainties associated with trials and appeals, and having regard to the value of the Settlement Agreement, the Plaintiffs and Class Counsel have concluded that this Settlement Agreement is fair, reasonable and in the best interests of the Plaintiffs and the classes they seek to represent;

L. WHEREAS the Parties therefore wish to and hereby finally resolve on a national basis, without admission of liability, all of the Proceedings and any Other Actions as against the Releasees who are named as defendants in the Proceedings;

M. WHEREAS the Parties consent to certification or authorization of the Proceedings as class proceedings and to the Settlement Classes and a Common Issue in respect of each of the Proceedings solely for the purposes of implementing this Settlement Agreement in a coordinated and consistent manner across Canada and contingent on approvals by the Courts as provided for in this Settlement Agreement, on the express understanding that such certification or

authorization shall not derogate from the respective rights of the Parties in the event that this Settlement Agreement is not approved, is terminated or otherwise fails to take effect for any reason;

N. WHEREAS the Plaintiffs assert that they are adequate class representatives for the classes they seek to represent and will seek to be appointed representative plaintiffs in their respective Proceedings; and

O. WHEREAS the Parties intend to pursue the approval of this Settlement Agreement first through the Ontario Court;

NOW THEREFORE, in consideration of the covenants, agreements and releases set forth herein and for other good and valuable consideration, the receipt and sufficiency of which is hereby acknowledged, it is agreed by the Parties that the Ontario Action and BC Action be settled and dismissed as to the Settling Defendants only, and the Quebec Action be declared settled out of court with prejudice and without costs as against the Settling Defendants, all without costs as to the Plaintiffs, the classes they seek to represent, or the Settling Defendants, subject to the approval of the Courts, on the following terms and conditions:

SECTION 1 – DEFINITIONS

For the purposes of this Settlement Agreement only, including the recitals and schedules hereto;

- (1) *Administration Expenses* means all fees, disbursements, expenses, costs, taxes and any other amounts incurred or payable by the Plaintiffs, Class Counsel or otherwise for the approval, implementation and operation of this Settlement Agreement, including the costs of notices, but excluding Class Counsel Fees and Class Counsel Disbursements.
- (2) *Automotive Vehicle* means all automobiles, passenger cars, sports utility vehicles, vans, trucks, buses, and (without limitation) any other type of vehicle containing Electronic Control Units.
- (3) *BC Action* means the BC Action as defined in Schedule A.
- (4) *BC Counsel* means Camp Fiorante Matthews Mogerman.
- (5) *BC Court* means the Supreme Court of British Columbia.

- (6) *BC Plaintiff* means Darren Ewert.
- (7) *BC Settlement Class* means the settlement class in respect of the BC Action as defined in Schedule A.
- (8) *Canadian Settlements* means the settlement agreements reached between the Settling Defendants and the respective plaintiffs in the actions listed in Schedule D.
- (9) *Certification Date* means the later of the date on which an order granting certification or authorization of a Proceeding against a Non-Settling Defendant(s) is issued by a Court and the time to appeal such certification or authorization has expired without any appeal being taken or if an appeal is taken, the date of the final disposition of such appeal.
- (10) *Class Counsel* means Ontario Counsel, Quebec Counsel and BC Counsel.
- (11) *Class Counsel Disbursements* include the disbursements, Administration Expenses, and applicable taxes incurred by Class Counsel in the prosecution of the Proceedings, as well as any adverse costs awards issued against the Plaintiffs in any of the Proceedings.
- (12) *Class Counsel Fees* means the fees of Class Counsel, and any applicable taxes or charges thereon, including any amounts payable as a result of the Settlement Agreement by Class Counsel or the Settlement Class Members to any other body or Person, including the Fonds d'aide aux actions collectives in Quebec.
- (13) *Class Period* means January 1, 1999 to November 2, 2016.
- (14) *Common Issue* means: Did the Settling Defendants conspire to fix, raise, maintain, or stabilize the prices of Electronic Control Units in Canada and elsewhere during the Class Period? If so, what damages, if any, did Settlement Class Members suffer?
- (15) *Counsel for the Settling Defendants* means DLA Piper (Canada) LLP.
- (16) *Courts* means the Ontario Court, the Quebec Court and the BC Court.
- (17) *Date of Execution* means the date on the cover page as of which the Parties have executed this Settlement Agreement.

(18) ***Defendants*** means the entities named as defendants in any of the Proceedings as set out in Schedule A, and any Persons added as defendants in the Proceedings in the future. For greater certainty, Defendants includes the Settling Defendants.

(19) ***Distribution Protocol*** means the plan for distributing the Settlement Amount and accrued interest, in whole or in part, as approved by the Courts.

(20) ***Electronic Control Units*** means a wide variety of different types of electronic modules that control one or more of the different electrical systems or sub-systems in an automobile.

(21) ***Effective Date*** means the date when Final Orders have been received from all Courts approving this Settlement Agreement.

(22) ***Excluded Person*** means each Defendant, the directors and officers of each Defendant, the subsidiaries or affiliates of each Defendant, the entities in which each Defendant or any of that Defendant's subsidiaries or affiliates have a controlling interest and the legal representatives, heirs, successors and assigns of each of the foregoing, and those Persons who validly and timely opted-out of the Proceedings in accordance with the orders of the applicable Court.

(23) ***Final Order*** means the later of a final judgment pronounced by a Court approving this Settlement Agreement in accordance with its terms, once the time to appeal such judgment has expired without any appeal being taken, if an appeal lies, or once there has been affirmation of the approval of this Settlement Agreement in accordance with its terms, upon a final disposition of all appeals.

(24) ***Non-Settling Defendant*** means any Defendant that is not a Settling Defendant or that has not entered into a settlement with the Plaintiffs in the Proceedings whether or not such settlement agreement is in existence at the Date of Execution, and includes any Defendant that terminates its own settlement agreement in accordance with its terms or whose settlement otherwise fails to take effect for any reason, whether or not such settlement agreement is in existence at the Date of Execution.

(25) ***Ontario Action*** means the Ontario Action as defined in Schedule A.

(26) ***Ontario Counsel*** means Siskinds LLP and Sotos LLP.

- (27) **Ontario Court** means the Ontario Superior Court of Justice.
- (28) **Ontario Plaintiffs** means Sheridan Chevrolet Cadillac Ltd., The Pickering Auto Mall Ltd. and Fady Samaha.
- (29) **Ontario Settlement Class** means the settlement class in respect of the Ontario Action as defined in Schedule A.
- (30) **Opt-Out Deadline**, if applicable, means the date which is sixty (60) days after the date in the notice described in Section 11.1(1) is first published.
- (31) **Opt-Out Threshold** means that certain threshold agreed upon by the Parties in Schedule E hereto, delivered to the Courts under seal and kept confidential by the Parties and the Courts.
- (32) **Other Actions** means actions or proceedings, excluding the Proceedings, relating to Released Claims commenced by a Settlement Class Member either before or after the Effective Date, including, without limitation, the putative class action claims bearing case captions: *Dyck et. al. v. Denso Corporation et. al.*, S.K. Q.B. No. 500 of 2016; *Scott et. al. v. Denso Corporation et. al.*, M.B. Q.B. No. C116-01-00745; *Kett et. al. v. Denso Corporation et. al.*, B.C. S.C. No. S-1510785; *Retallick et. al. v. Denso Corporation etl. al.*, S.K. Q.B. No. 991 of 2014;
- (33) **Parties** means the Settling Defendants, the Plaintiffs, and, where necessary, the Settlement Class Members.
- (34) **Person** means an individual, corporation, partnership, limited partnership, limited liability company, association, joint stock company, estate, legal representative, trust, trustee, executor, beneficiary, unincorporated association, government or any political subdivision or agency thereof, and any other business or legal entity and their heirs, predecessors, successors, representatives, or assignees.
- (35) **Plaintiffs** means the individuals and entities named as plaintiffs in the Proceedings as set out in Schedule A.
- (36) **Proceedings** means the BC Action, the Quebec Action and the Ontario Action as defined in Schedule A.

(37) *Proportionate Liability* means the proportion of any judgment that, had the Settling Defendants not settled, the Ontario Court or BC Court, as applicable, would have apportioned to the Releasees.

(38) *Quebec Action* means the Quebec Action as defined in Schedule A.

(39) *Quebec Counsel* means Siskinds Desmeules s.e.n.c.r.l.

(40) *Quebec Court* means the Superior Court of Quebec.

(41) *Quebec Plaintiff* means Gaëtan Roy.

(42) *Quebec Settlement Class* means the settlement class in respect of the Quebec Action as defined in Schedule A.

(43) *Released Claims* means any and all manner of claims, demands, actions, suits, causes of action, whether class, individual or otherwise in nature, whether personal or subrogated, damages of any kind (including compensatory, punitive or other damages) whenever incurred, liabilities of any nature whatsoever, including interest, costs, expenses, class administration expenses (including Administration Expenses), penalties, and lawyers' fees (including Class Counsel Fees and Class Counsel Disbursements), known or unknown, suspected or unsuspected, actual or contingent, and liquidated or unliquidated, in law, under statute or in equity, that any of the Releasees ever had, now have or hereafter can, shall or may have, relating in any way to any conduct related to, arising from, or described in the Proceedings prior to the date hereof on account of, arising out of, resulting from, or related to in any respect the purchase, sale, pricing, discounting, manufacturing, marketing, offering, or distributing of Electronic Control Units or relating to any conduct alleged (or which was previously or could have been alleged) in the Proceedings including, without limitation, any such claims which have been asserted or could have been asserted, directly or indirectly, whether in Canada or elsewhere, in respect of the purchase, sale, pricing, discounting, manufacturing, marketing, offering or distributing of Electronic Control Units or the purchase or lease of new Automotive Vehicles containing Electronic Control Units, including, without limitation, any claims for consequential, subsequent or follow-on harm that arises after the date hereof in respect of any agreement, combination or conduct that occurred prior to the date hereof. However, the Released Claims do not include (1) claims based on negligence, personal injury, bailment, failure to deliver lost goods, damaged or

delayed goods, product defects, or breach of product warranty, or breach of contract claims or similar claim between the Parties that relates to Electronic Control Units but does not relate to alleged anti-competitive conduct; (2) claims brought (whether before or after the Effective Date) outside of Canada relating to purchases of Electronic Control Units outside of Canada; (3) claims brought (whether before or after the Effective Date) under laws other than those of Canada relating to purchases of Electronic Control Units outside of Canada; or (4) claims concerning any automotive part other than Electronic Control Units, where such claims do not concern Electronic Control Units.

(44) *Releasees* means, jointly and severally, individually and collectively, the Settling Defendants and all of their present and former direct and indirect parents, owners, subsidiaries, divisions, affiliates, associates (as defined in the *Canada Business Corporations Act*, RSC 1985, c C-44), partners, joint ventures, franchisees, dealers, insurers, and all other Persons, partnerships or corporations with whom any of the former have been, or are now, affiliated, and all of their respective past, present and future officers, directors, employees, agents, mandataries, shareholders, attorneys, trustees, servants and representatives, members, managers and the predecessors, successors, purchasers, heirs, executors, administrators and assigns of each of the foregoing, excluding always the Non-Settling Defendants.

(45) *Releasors* means, jointly and severally, individually and collectively, the Plaintiffs and the Settlement Class Members and all of their present and former direct and indirect parents, owners, subsidiaries, divisions, affiliates, associates (as defined in the *Canada Business Corporations Act*, RSC 1985, c C-44), partners, insurers, and all other Persons, partnerships or corporations with whom any of the former have been, or are now, affiliated, and all of their respective past, present and future officers, directors, employees, shareholders, attorneys, trustees, servants and representatives, members, managers and the predecessors, successors, purchasers, heirs, executors, administrators and assigns of each of the foregoing.

(46) *Settled Defendants* means:

- (a) Sumitomo Electric Industries, Ltd., SEWS Canada Ltd., Sumitomo Wiring Systems, Ltd., Sumitomo Electric Wiring Systems, Inc. and Sumitomo Wiring Systems (U.S.A.), Inc. to the extent that the settlement agreement with such entities is finally approved by this Court; and

- (b) any Defendant that executes its own settlement agreement after the execution of this Settlement Agreement, which settlement agreement is finally approved by the necessary Courts.
- (47) *Settlement Agreement* means this agreement, including the recitals and schedules.
- (48) *Settlement Amount* means CDN\$150,000.
- (49) *Settlement Class* means, in respect of each Proceeding, the settlement class defined in Schedule A.
- (50) *Settlement Class Member* means a member of a Settlement Class.
- (51) *Settling Defendants* means Hitachi, Ltd., Hitachi Automotive Systems, Ltd. and Hitachi Automotive Systems Americas, Inc.
- (52) *Trust Account* means a guaranteed investment vehicle, liquid money market account or equivalent security with a rating equivalent to or better than that of a Canadian Schedule I bank (a bank listed in Schedule I of the *Bank Act*, S.C. 1991, c. 46) held at a Canadian financial institution under the control of Siskinds LLP or the Claims Administrator, once appointed, for the benefit of the Settlement Class Members or the Settling Defendants, as provided for in this Settlement Agreement.

SECTION 2- SETTLEMENT APPROVAL

2.1 Best Efforts

- (1) The Parties shall use their best efforts to implement this settlement and to secure the prompt, complete and final dismissal with prejudice of the Ontario Action and BC Action as against the Settling Defendants and a declaration of settlement out of court of the Quebec Action as against the Settling Defendants.

2.2 Motions Seeking Approval of Notice and Certification or Authorization

- (1) The Plaintiffs shall file motions before the Courts, as soon as practicable after the Date of Execution, for orders approving the notices described in Section 11.1(1) and certifying or authorizing each of the Proceedings commenced in their respective jurisdictions as a class proceeding as against the Settling Defendants (for settlement purposes only). The Plaintiffs will

make best efforts to file the aforementioned motions before the BC Court and Quebec Court no later than thirty (30) days after the Ontario Court has granted an order approving the notices described in Section 11.1(1) and certifying the Ontario Action as a class proceeding as against the Settling Defendants (for settlement purposes only).

(2) The Ontario order approving the notices described in Section 11.1(1) and certifying the Ontario Action for settlement purposes shall be substantially in the form attached as Schedule B. The BC and Quebec orders approving the notices described in Section 11.1(1) and certifying or authorizing the BC or Quebec Actions for settlement purposes shall be agreed upon by the Parties and shall, where possible, mirror the substance and form of the Ontario order attached as Schedule B.

2.3 Motions Seeking Approval of the Settlement

(1) The Plaintiffs shall make best efforts to file motions before the Courts for orders approving this Settlement Agreement as soon as practicable after:

- (a) the orders referred to in Section 2.2(1) have been granted; and
- (b) the notices described in Section 11.1(1) have been published.

(2) The Ontario order approving this Settlement Agreement shall be substantially in the form attached as Schedule C. The BC and Quebec orders approving this Settlement Agreement shall be agreed upon by the Parties and shall, where possible, mirror the substance and form of the Ontario order.

(3) The Plaintiffs can elect to request that the Courts hold joint hearings seeking approval of this Settlement Agreement pursuant to the Canadian Bar Association's Canadian Judicial Protocol for the Management of Multijurisdictional Class Actions. The Settling Defendants will not oppose any such request.

(4) This Settlement Agreement shall only become final on the Effective Date.

2.4 Pre-Motion Confidentiality

(1) Until the first of the motions required by Section 2.2 is brought, the Parties shall keep all of the terms of the Settlement Agreement confidential and shall not disclose them without the

prior consent of Counsel for the Settling Defendants and Class Counsel, as the case may be, except as required for the purposes of financial reporting, the preparation of financial records (including tax returns and financial statements), as necessary to give effect to its terms, or as otherwise required by law.

SECTION 3 – SETTLEMENT BENEFITS

3.1 Payment of Settlement Amount

- (1) Within sixty (60) days of the Date of Execution, Hitachi Automotive Systems, Ltd. shall pay the Settlement Amount to Siskinds LLP, for deposit into the Trust Account.
- (2) Payment of the Settlement Amount shall be made by wire transfer. Prior to the Settlement Amount becoming due, Siskinds LLP will provide, in writing, the following information necessary to complete the wire transfers: name of bank, address of bank, ABA number, SWIFT number, name of beneficiary, beneficiary's bank account number, beneficiary's address, and bank contact details.
- (3) The Settlement Amount and other consideration to be provided in accordance with the terms of this Settlement Agreement shall be provided in full satisfaction of the Released Claims against the Releasees.
- (4) The Settlement Amount shall be all-inclusive of all amounts, including without limitation, interest, costs, Class Counsel Fees and Class Counsel Disbursements.
- (5) The Releasees shall have no obligation to pay any amount in addition to the Settlement Amount, for any reason, pursuant to or in furtherance of this Settlement Agreement or the Proceedings or any Other Actions.
- (6) Siskinds LLP shall maintain the Trust Account as provided for in this Settlement Agreement.
- (7) Siskinds LLP shall not pay out all or any part of the monies in the Trust Account, except in accordance with this Settlement Agreement, or in accordance with an order of the Courts obtained after notice to the Parties.

3.2 Taxes and Interest

- (1) Except as hereinafter provided, all interest earned on the Settlement Amount in the Trust Account shall accrue to the benefit of the Settlement Classes and shall become and remain part of the Trust Account.
- (2) Subject to Section 3.2(3), all taxes payable on any interest which accrues on the Settlement Amount in the Trust Account or otherwise in relation to the Settlement Amount shall be paid from the Trust Account. Siskinds LLP shall be solely responsible to fulfill all tax reporting and payment requirements arising from the Settlement Amount in the Trust Account, including any obligation to report taxable income and make tax payments. All taxes (including interest and penalties) due with respect to the income earned by the Settlement Amount shall be paid from the Trust Account.
- (3) The Settling Defendants shall have no responsibility to make any filings relating to the Trust Account and will have no responsibility to pay tax on any income earned on the Settlement Amount or pay any taxes on the monies in the Trust Account, unless this Settlement Agreement is not approved, is terminated, or otherwise fails to take effect for any reason, in which case the interest earned on the Settlement Amount in the Trust Account or otherwise shall be paid to Hitachi Automotive Systems, Ltd. who, in such case, shall be responsible for the payment of all taxes on such interest not previously paid by Siskinds LLP.

SECTION 4- COOPERATION

4.1 Extent of Cooperation

- (1) Within thirty (30) days from the Date of Execution, or such other time period as Class Counsel and the Settling Defendants may reasonably agree, subject to the other provisions of this Settlement Agreement, Counsel for the Settling Defendants will meet with Class Counsel in Canada, or at some other location mutually agreed to by the Parties, to provide an oral evidentiary proffer which will include information originating with the Settling Defendants that is not covered by privilege relating to the allegations in the Proceedings. The proffer shall not be provided in writing. In no event shall the total proffer time in the Canadian Settlements, including question and answer sessions, exceed six (6) business days or forty-two (42) hours of proffer time. Notwithstanding any other provision of this Settlement Agreement, and for greater certainty, it is agreed that all statements made and information provided by Counsel for the

Settling Defendants are privileged, will be kept strictly confidential, may not be directly or indirectly disclosed to any other person, and will not be used by Class Counsel for any purpose other than for their own internal use in connection with the prosecution of the Proceedings.

(2) Within thirty (30) days from the Certification Date, or such other time period as Class Counsel and the Settling Defendants may reasonably agree, the Settling Defendants shall:

- (a) provide to Class Counsel any transactional cost data and/or information about costs and transactional sales data regarding Electronic Control Units, to the extent existing in the form in which it was kept in the ordinary course of the Settling Defendants' business, reflecting the Settling Defendants' sales of Electronic Control Units in Canada and the United States between April 1, 2000 and March 31, 2013, if and to the extent such sales data and information about costs relate to items known or expected to be included in vehicles that were sold in Canada. The transactional sales and cost data will be provided in Excel or such other format in which the data currently exists;
- (b) provide reasonable assistance to the Plaintiffs in understanding the transactional sales and cost data, and information about costs produced by the Settling Defendants, through Counsel for the Settling Defendants, including a reasonable number of written and/or telephonic communications with Class Counsel and/or the Plaintiffs' experts and between technical personnel;
- (c) provide electronic copies of any pre-existing business documents (as defined in Rule 30.01 of the Ontario *Rules of Civil Procedure*) produced by the Settling Defendants to the Canadian Competition Bureau, the United States Department of Justice Antitrust Division and/or the Japanese Fair Trade Commission, and any translations of such documents into English produced to the Canadian Competition Bureau or the United States Department of Justice Antitrust Division; it being understood that the Settling Defendants need not identify to which government authority any particular document was produced; and
- (d) provide electronic copies of any pre-existing business documents (as defined in Rule 30.01 of the Ontario *Rules of Civil Procedure*) in the power, possession or

control of the Settling Defendants that relate to the allegations made by the Plaintiffs in the Proceedings, and any translations of such documents into English; provided that Class Counsel agrees to make a reasonable, good faith effort to narrow the scope of this production request, such that particular categories of documents or documents containing specific search terms, instead of all relevant documents, will be producible.

(3) It is understood that the evidentiary proffers described in Section 4.1(1) might take place before the Effective Date. In such event:

- (a) any documents or information provided in the course of those evidentiary proffers shall be subject to the terms and protections of this Settlement Agreement; and
- (b) in the event that this Settlement Agreement is not approved, is terminated, or otherwise fails to take effect for any reason, the documents and information provided during the evidentiary proffers shall not be used by the Plaintiffs or Class Counsel, whether directly or indirectly, in any way for any reason, including, without limitation, against the Settling Defendants as an admission or evidence of any violation of any statute or law, or of any liability or wrongdoing by the Settling Defendants or of the truth of any claims or allegations in the Proceedings, and such information shall not be discoverable by any Person or treated as evidence of any kind, unless otherwise ordered by a Court. In order to give effect to this agreement, Class Counsel agrees to return all copies of any documents received during, and destroy all copies of any notes taken during (or subsequent reports provided about), these evidentiary proffers and to provide written confirmation to the Settling Defendants of having done so.

(4) Within six (6) months of the Effective Date, the Settling Defendants shall, at the request of Class Counsel, upon reasonable notice, and subject to any legal restrictions, make reasonable efforts to make available at a mutually convenient time, two (2) current or former officers, directors or employees of Hitachi Automotive Systems, Ltd. who have knowledge about the allegations in the Proceedings to provide information regarding the allegations raised in the Proceedings in a personal interview with Class Counsel and/or experts retained by Class Counsel. Such personal interviews shall not exceed one (1) business day or seven (7) hours for

each individual. It is understood that Hitachi Automotive Systems, Ltd. may be unable to make available for interviews, depositions, trial testimony or any other court proceedings the six (6) individuals referenced in Paragraph 16(a) of the plea agreement between Hitachi Automotive Systems, Ltd. and the United States of America (Case No. 2-13-cr-20707, E.D. Mich., ECF No. 8). Costs incurred by, and the expenses of, the employees of Hitachi Automotive Systems, Ltd. in relation to such interviews shall be the responsibility of the Settling Defendants. ~~Costs of an interpreter or otherwise related to foreign language translation in connection with interviews shall be the responsibility of Class Counsel.~~ If an employee refuses to provide information, or otherwise cooperate, the Settling Defendants shall use reasonable efforts to make him/her available for an interview with Class Counsel and/or experts retained by Class Counsel, where "reasonable efforts" shall not include disciplining or terminating the employee. The failure of an employee to agree to make him or herself available, or to otherwise cooperate with the Plaintiffs, shall not constitute a violation of this Settlement Agreement.

(5) Subject to the rules of evidence, any court order with respect to confidentiality and the other provisions of this Settlement Agreement, the Settling Defendants agree to use reasonable efforts (which shall not include disciplining or terminating the employee) to produce at trial or through acceptable affidavits (i) a current representative qualified to establish for admission into evidence the Settling Defendants' transactional data and cost information provided pursuant to 4.1(2)(a); (ii) a representative qualified to establish for admission into evidence any of the Settling Defendants' documents provided as cooperation pursuant to Section 4.1(2)(c) and 4.1(2)(d) of this Settlement Agreement that is reasonable and necessary for trial (with Class Counsel using its best efforts to authenticate documents for use at trial without use of a live witness); and (iii) a maximum of three (3) representatives from Hitachi Automotive Systems, Ltd. qualified to establish for admission into evidence information provided in cooperation pursuant to Section 4 of this Settlement Agreement, provided that Class Counsel shall use all reasonable efforts to limit this requirement to a single witness. To the extent reasonably possible, a single witness will be used both to authenticate documents and provide the information at trial contemplated by this section. Class Counsel shall use all reasonable efforts to limit the obligation to authenticate data and documents contemplated by this section to a representative from Hitachi Automotive Systems, Ltd. However, it is understood and agreed that, if necessary, the Settling Defendants will use reasonable efforts (which shall not include

disciplining or terminating the employee) to produce at trial or through acceptable affidavits representatives from each Settling Defendant qualified to establish for the admission into evidence the data and documents contemplated by this section. The failure of a specific officer, director or employee to agree to make him or herself available, or to otherwise cooperate with the Plaintiffs, shall not constitute a violation of this Settlement Agreement. To the extent any of the Settling Defendants' cooperation obligations require any current or former employees of the Settling Defendants to travel from their principal place of business to another location, Class Counsel shall reimburse the Settling Defendants for half of the reasonable travel expenses incurred by any such person in connection with fulfilling the Settling Defendants' cooperation obligations. Such reimbursement of travel expenses as set forth herein shall not exceed CDN\$10,000 per person. In no event shall Class Counsel be responsible for reimbursing such persons for time or services rendered.

(6) Nothing in this Settlement Agreement shall be construed to require the Settling Defendants to perform any act, including the transmittal or disclosure of any information, which would violate the law of this or any jurisdiction.

(7) Nothing in this Settlement Agreement shall require, or shall be construed to require, the Settling Defendants or any representative or employee of the Settling Defendants to disclose or produce any documents or information prepared by or for Counsel for the Settling Defendants, or that is not within the possession, custody or control of the Settling Defendants, or to disclose or produce any documents or information in breach of any order, regulatory directive, rule or law of this or any jurisdiction, or subject to solicitor-client privilege, litigation privilege, joint defence privilege or any other privilege, doctrine, or law, or to disclose or produce any information or documents they obtained on a privileged or co-operative basis from any party to any action or proceeding who is not a Releasee. The Settling Defendants are not required to create a privilege log. If Counsel for the Settling Defendants have created a relevant privilege log, or there is some other pre-existing document containing identifying information regarding the withheld documents, the Settling Defendants will provide Class Counsel with a copy of such log or document.

(8) If any documents protected by any privilege and/or any privacy law or other rule or law of this or any applicable jurisdiction are accidentally or inadvertently disclosed or produced, such

documents shall be promptly returned to the Settling Defendants and the documents and the information contained therein shall not be disclosed or used directly or indirectly, except with the express written permission of the Settling Defendants, and the production of such documents shall in no way be construed to have waived in any manner any privilege, doctrine, law, or protection attached to such documents.

(9) The Settling Defendants' obligations to cooperate as particularized in this Section shall not be affected by the release provisions contained in Section 7 of this Settlement Agreement. Unless this Settlement Agreement is not approved, is terminated or otherwise fails to take effect for any reason or all Defendants in the Proceedings settle with the Plaintiffs and those settlements become effective in accordance with their terms, the Settling Defendants' obligations to cooperate shall cease at the date of final judgment in the Proceedings against all Defendants.

(10) Subject to Sections 4.1(11) and (12), the provisions set forth in this Section 4.1 are the exclusive means by which the Plaintiffs, Class Counsel and Settlement Class Members may obtain discovery or information or documents from the Releasees. The Plaintiffs, Class Counsel and Settlement Class Members agree that they shall not pursue any other means of discovery against, or seek to compel the evidence of, the Releasees, whether in Canada or elsewhere and whether under the rules or laws of this or any other Canadian or foreign jurisdiction.

(11) The Plaintiffs may exercise any rights they have to seek to obtain discovery in the Proceedings as against an officer, director and/or employee of the Settling Defendants put forward to participate in employee interviews, or provide testimony at trial or otherwise pursuant to Sections 4.1(4) and (5), if the current or former officer, director or employee of the Settling Defendants fails to cooperate in accordance with those Sections and the provisions of this Settlement Agreement.

(12) In the event that the Settling Defendants materially breach this Section 4.1, the Plaintiffs may move before the Courts to enforce the terms of this Settlement Agreement.

(13) A material factor influencing the Settling Defendants' decision to execute this Settlement Agreement is their desire to limit the burden and expense of this litigation. Accordingly, Class Counsel agree to exercise good faith in seeking cooperation from the Settling Defendants, agree

not to seek information that is unnecessary, cumulative or duplicative and agree otherwise to avoid imposing undue or unreasonable burdens or expense on the Settling Defendants.

(14) The scope of the Settling Defendants' cooperation under this Settlement Agreement shall be limited to the allegations asserted in the Proceedings as presently filed.

(15) The Settling Defendants make no representation regarding and shall bear no liability with respect to the accuracy of any of the documents or information described in this Section 4.1, or that they have, can or will produce a complete set of any of the documents or information described in this Section 4.1, and the failure to do so shall not constitute a breach or violation of this Settlement Agreement.

4.2 Limits on Use of Documents

(1) It is understood and agreed that all documents and information made available or provided by the Settling Defendants and/or Counsel for the Settling Defendants to the Plaintiffs and Class Counsel under this Settlement Agreement shall be used only in connection with the prosecution of the claims in the Proceedings, and shall not be used directly or indirectly for any other purpose, except to the extent that the documents or information are publicly available. The Plaintiffs and Class Counsel agree they will not disclose the documents and information provided by the Settling Defendants and/or Counsel for the Settling Defendants beyond what is reasonably necessary for the prosecution of the Proceedings or as otherwise required by law, except to the extent that the documents or information are publicly available. Subject to the foregoing, Class Counsel shall take reasonable precautions to ensure and maintain the confidentiality of such documents and information, and of any work product of Class Counsel that discloses such documents and information.

(2) If the Plaintiffs intend to produce or file in the Proceedings any documents or other information provided by the Settling Defendants and/or Counsel for the Settling Defendants as cooperation under the Settlement Agreement (and such disclosure is not otherwise prohibited by the Settlement Agreement) which, at the time of being provided, were marked or designated by the Settling Defendants as "Confidential — Subject to Procedure Under Section 4.2(2) of the Settlement Agreement," Class Counsel shall provide the Settling Defendants with an advance description of the documents or other information sought to be produced or filed at least thirty

(30) days in advance of the proposed production or filing, in order that the Settling Defendants may intervene for the purposes of obtaining a sealing or confidentiality order or similar relief. If a Settling Defendant intervenes for this purpose, the Plaintiffs and Class Counsel shall not oppose a motion to intervene made by the Settling Defendants for this purpose, provided that the form and content of the requested order is similar in substance to the order issued by the Ontario Court in Ontario Superior Court of Justice Court File No. CV-12-44673700CP, dated July 15, 2015. The Plaintiffs and Class Counsel shall not produce or file the confidential information or documents until the Settling Defendants' motion has been decided and all applicable appeal periods have expired, except, so as not to delay prosecution of the Proceedings, Class Counsel may provide, on an interim basis, documents or information to counsel for the Non-Settling Defendants provided that counsel for the Non-Settling Defendants agree and give assurances that they will keep the documents or information on an external-counsel only basis until the Settling Defendants' motion has been decided and all applicable appeal periods have expired.

(3) In the event that a Person requests disclosure of documents or information provided by the Settling Defendants and/or Counsel for the Settling Defendants as cooperation under this Settlement Agreement which, at the time of being provided, were marked or designated by the Settling Defendants as "Confidential — Subject to Procedure Under Section 4.2(2) of the Settlement Agreement", whether or not the Person applies for an order requiring the Plaintiffs to disclose or produce any documents or other information, Class Counsel shall provide notice to the Settling Defendants promptly upon becoming aware of it in order that the Settling Defendants may intervene to oppose such disclosure or production. In no circumstances shall the Plaintiffs or Class Counsel apply for or consent to such an application for disclosure or production. The Plaintiffs and Class Counsel shall not disclose the confidential information or documents until the Settling Defendants' motion has been decided and all applicable appeal periods have expired, except: (i) to the extent such information or documents are otherwise publicly available; (ii) as ordered to do so by a Court; or (iii) in the event that the Person making the request is a Non-Settling Defendant, so as not to delay prosecution of the Proceedings, Class Counsel may provide, on an interim basis, documents or information to counsel for the Non-Settling Defendant provided that counsel for the Non-Settling Defendant agree and give assurances that they will keep the documents or information on an external-counsel only basis

until the Settling Defendants' motion has been decided and all applicable appeal periods have expired.

(4) In addition, Class Counsel shall treat any documents received from the Settling Defendants and designated as Confidential or Highly Confidential in accordance with the provisions of the "Stipulation and Protective Order Governing the Production and Exchange of Confidential Information" issued in the U.S. Litigation on July 10, 2012 (the "U.S. Protective Order"). Notwithstanding the foregoing, to the extent that there is a conflict between the U.S. Protective Order and any confidentiality or protective order issued in the Proceedings, the order(s) issued in the Proceedings shall prevail.

SECTION 5 – OPTING OUT

5.1 General

(1) In the event that the settlement entered into with Sumitomo Electric Industries, Ltd., SEWS Canada Ltd., Sumitomo Wiring Systems, Ltd., Sumitomo Electric Wiring Systems, Inc. and Sumitomo Wiring Systems (U.S.A.), Inc., dated September 28, 2016, is terminated and the opt-out process provided for therein is found to be invalid as a result, the opt-out process as contained in Section 5.2 will be implemented.

(2) In the event that the information disclosed by putative Settlement Class Members who timely and validly opt-out pursuant to the orders of the Courts is not sufficient to determine whether the Opt-Out Threshold is met, the Parties will seek an Order from the relevant Court compelling such Persons to provide the requisite information to make this determination.

5.2 Procedure

(1) Persons seeking to opt-out of the Proceedings must do so by sending a written election to opt-out, signed by the Person or the Person's designee, by pre-paid mail, courier, fax or email to Class Counsel at an address to be identified in the notice described in Section 11.1(1). Residents of Quebec must also send the written election to opt-out by pre-paid mail or courier to the Quebec Court at an address to be identified in the notice described in Section 11.1(1).

(2) Any potential Settlement Class Member who validly opts-out of the Proceedings shall not be able to participate in the Proceedings and no further right to opt-out of the Proceedings will be provided.

(3) An election to opt-out sent by mail or courier will only be valid if it is postmarked on or before the Opt-Out Deadline to the designated address in the notice described in Section 11.1(1). Where the postmark is not visible or legible, the election to opt-out shall be deemed to have been postmarked four (4) business days prior to the date that it is received by Class Counsel.

(4) The written election to opt-out must contain the following information in order to be valid:

- (a) the Person's full name, current address and telephone number;
- (b) if the Person seeking to opt-out is a corporation, the name of the corporation and the position of the Person submitting the request to opt-out on behalf of the corporation;
- (c) a statement to the effect that the Person wishes to be excluded from the Proceedings;
- (d) the aggregate purchase price (less any discounts, rebates, shipping charges, taxes, etc.) paid by the Person in relation to the purchase of new Automotive Vehicles in Canada during the Class Period; and
- (e) the reason(s) for opting out.

(5) Quebec Class Members who have commenced proceedings or commence proceedings and fail to discontinue such proceedings by the Opt-Out Deadline shall be deemed to have opted out. Quebec Counsel warrant and represent that, to the best of their knowledge, no such action has been commenced as of the Execution Date.

(6) Within thirty (30) days of the Opt-Out Deadline, Ontario Counsel shall provide to the Settling Defendants a report containing the names of each Person who has validly and timely opted out of the Proceedings, the reasons for the opt-out, if known, and a summary of the information delivered by such Persons pursuant to this Section 5.2.

(7) With respect to any potential Settlement Class Member who validly opts-out from the Proceedings, the Settling Defendants reserve all of their legal rights and defences.

(8) The Plaintiffs through their respective Class Counsel expressly waive their right to opt-out of the Proceedings.

SECTION 6 - TERMINATION OF SETTLEMENT AGREEMENT

6.1 Right of Termination

- (1) In the event that:
- (a) any Court declines to certify or authorize the Proceedings for the purposes of the Settlement Agreement;
 - (b) any Court declines to dismiss or declare settled out of court the Proceedings against the Settling Defendants;
 - (c) any Court declines to approve this Settlement Agreement or any material part hereof;
 - (d) any Court approves this Settlement Agreement in a materially modified form;
 - (e) any Court issues a settlement approval order that is materially inconsistent with the terms of the Settlement Agreement or not substantially in the form attached to this Settlement Agreement as Schedule C;
 - (f) any orders approving this Settlement Agreement made by the Ontario Court, the BC Court or the Quebec Court do not become Final Orders; or
 - (g) any Court or other court whose approval is required declines to approve the settlement agreement in any of the Canadian Settlements in substantially the form in which it was executed;

the Plaintiffs and the Settling Defendants shall each have the right to terminate this Settlement Agreement by delivering a written notice pursuant to Section 15.18, within thirty (30) days following an event described above.

(2) In the event that the Opt-Out Threshold is met or exceeded, the Settling Defendants shall have the right to terminate this Settlement Agreement by delivering a written notice to Class Counsel pursuant to Section 15.18, within thirty (30) days after Class Counsel has delivered to the Settling Defendants the opt-out report required by paragraph 12 of the Order dated November 2, 2016.

(3) Except as provided for in Section 6.4, if the Settlement Agreement is terminated, the Settlement Agreement shall be null and void and have no further force or effect, and shall not be binding on the terminating Parties, and shall not be used as evidence or otherwise in any litigation or in any other way for any reason.

(4) Any order, ruling or determination made by any Court with respect to:

- (a) Class Counsel Fees or Class Counsel Disbursements;
- (b) the opt-out process; or
- (c) the Distribution Protocol

shall not be deemed to be a material modification of all, or a part, of this Settlement Agreement and shall not provide any basis for the termination of this Settlement Agreement.

6.2 If Settlement Agreement is Terminated

(1) If this Settlement Agreement is not approved, is terminated in accordance with its terms or otherwise fails to take effect for any reason:

- (a) no motion to certify or authorize any of the Proceedings as a class proceeding on the basis of this Settlement Agreement, or to approve this Settlement Agreement, which has not been decided, shall proceed;
- (b) any order certifying or authorizing a Proceeding as a class proceeding on the basis of the Settlement Agreement or approving this Settlement Agreement shall be set aside and declared null and void and of no force or effect, and anyone shall be estopped from asserting otherwise;

- (c) any prior certification or authorization of a Proceeding as a class proceeding on the basis of this Settlement Agreement, including the definitions of the Settlement Class and the Common Issue pursuant to this Settlement Agreement, shall be without prejudice to any position that any of the Parties or Releasees may later take on any issue in the Proceedings or any Other Actions or other litigation; and
- (d) within ten (10) days of such termination having occurred, Class Counsel shall ~~destroy all documents or other materials provided by the Settling Defendants and/or Counsel for the Settling Defendants under this Settlement Agreement or containing or reflecting information derived from such documents or other materials received from the Settling Defendants and/or Counsel for the Settling Defendants and, to the extent Class Counsel has disclosed any documents or information provided by the Settling Defendants and/or Counsel for the Settling Defendants to any other Person, shall recover and destroy such documents or information. Class Counsel shall provide Counsel for the Settling Defendants with a written certification by Class Counsel of such destruction. Nothing contained in this Section 6.2 shall be construed to require Class Counsel to destroy any of their work product. However, any documents or information provided by the Settling Defendants and/or Counsel for the Settling Defendants, or received from the Settling Defendants and/or Counsel for the Settling Defendants in connection with this Settlement Agreement, may not be disclosed to any Person in any manner or used, directly or indirectly, by Class Counsel or any other Person in any way for any reason, without the express prior written permission of the relevant Settling Defendants. Class Counsel shall take appropriate steps and precautions to ensure and maintain the confidentiality of such documents, information and any work product of Class Counsel derived from such documents or information.~~

6.3 Allocation of Settlement Amount Following Termination

- (1) If the Settlement Agreement is not approved, is terminated or otherwise fails to take effect for any reason, Siskinds LLP shall, within thirty (30) days of the written notice pursuant to Section 6.1(1), return to the Settling Defendants the amount they have paid to Siskinds LLP, plus all accrued interest thereon, but less the Settling Defendants' proportional share of the costs of notices required by Section 11.1(1) up to a maximum of \$30,000 for all the Canadian

Settlements and, for any translations required by Section 15.12, up to a maximum of \$7,750 for all the Canadian Settlements.

6.4 Survival of Provisions After Termination

(1) If this Settlement Agreement is not approved, is terminated or otherwise fails to take effect for any reason, the provisions of Sections 3.1(7), 3.2(3), 4.1(3)(b), 4.2(3), 6.1(3), 6.2, 6.3, 6.4, 9.1, 9.2, 11.1(3), 12.2(4), 13.2(1) and 15.2 and the definitions and Schedules applicable thereto shall survive the termination and continue in full force and effect. The definitions and Schedules shall survive only for the limited purpose of the interpretation of Sections 3.1(7), 3.2(3), 4.1(3)(b), 4.2(3), 6.1(3), 6.2, 6.3, 6.4, 9.1, 9.2, 11.1(3), 12.2(4), 13.2(1) and 15.2 within the meaning of this Settlement Agreement, but for no other purposes. All other provisions of this Settlement Agreement and all other obligations pursuant to this Settlement Agreement shall cease immediately.

SECTION 7 – RELEASES AND DISMISSALS

7.1 Release of Releasees

(1) Upon the Effective Date, subject to Section 7.3, and in consideration of payment of the Settlement Amount and for other valuable consideration set forth in the Settlement Agreement, the Releasers forever and absolutely release and forever discharge the Releasees from the Released Claims that any of them, whether directly, indirectly, derivatively, or in any other capacity, ever had, now have, or hereafter can, shall, or may have.

(2) The Plaintiffs and Settlement Class Members acknowledge that they may hereafter discover facts in addition to, or different from, those facts which they know or believe to be true regarding the subject matter of the Settlement Agreement, and it is their intention to release fully, finally and forever all Released Claims and, in furtherance of such intention, this release shall be and remain in effect notwithstanding the discovery or existence of different facts.

(3) Notwithstanding any of the foregoing, the releases granted pursuant to the present section shall be deemed partial for the purposes of article 1687 and following of the *Civil Code of Québec*, shall enure only to the benefit of the Releasees and shall not preclude, foreclose or otherwise limit the rights of the Québec Plaintiff and of the Settlement Class Members in the

Québec Action against the Non-Settling Defendants or unnamed alleged co-conspirators that are not Releasees,

7.2 Release by Releasees

(1) Upon the Effective Date, each Releasee forever and absolutely releases each of the other Releasees from any and all claims for contribution or indemnity with respect to the Released Claims.

7.3 Covenant Not to Sue

(1) Upon the Effective Date, and notwithstanding Section 7.1, for any Settlement Class Members resident in any province or territory where the release of one tortfeasor is a release of all other tortfeasors, the Releasers do not release the Releasees but instead the Releasers covenant and undertake not to make any claim in any way or to threaten, commence, participate in or continue any proceeding in any jurisdiction against the Releasees in respect of or in relation to the Released Claims. For greater certainty, Section 7.1(3) continues to apply to residents of Quebec.

7.4 No Further Claims

(1) Upon the Effective Date, each Releaser shall not now or hereafter institute, continue, maintain, intervene in or assert, either directly or indirectly, whether in Canada or elsewhere, on their own behalf or on behalf of any class or any other Person, any proceeding, cause of action, claim or demand against any Releasee, or any other Person who may claim contribution or indemnity, or other claims over relief, from any Releasee, whether pursuant to the *Negligence Act*, RSO 1990, c. N. 1 or other legislation or at common law or equity in respect of any Released Claim, except for the continuation of the Proceedings against the Non-Settling Defendants or named or unnamed co-conspirators that are not Releasees or, if the Proceedings are not certified or authorized with respect to the Non-Settling Defendants, the continuation of the claims asserted in the Proceedings on an individual basis or otherwise against any Non-Settling Defendant or named or unnamed co-conspirator that is not a Releasee. For greater certainty and without limiting the generality of the foregoing, the Releasers shall not assert or pursue a Released Claim, against any Releasee under the laws of any foreign jurisdiction.

7.5 Dismissal of the Proceedings

- (1) Upon the Effective Date, the Ontario Action and BC Action shall be dismissed with prejudice and without costs as against the Settling Defendants.
- (2) Upon the Effective Date, the Quebec Action shall be declared settled out of court with prejudice and without costs as against the Settling Defendants.

7.6 Dismissal of Other Actions

- (1) Upon the Effective Date, each member of the Settlement Class shall be deemed to irrevocably consent to the dismissal, without costs, with prejudice and without reservation, of his, her or its Other Actions against the Releasees, to the extent such Other Actions relate to Electronic Control Units.
- (2) Upon the Effective Date, all Other Actions commenced by any Settlement Class Member, to the extent such Other Actions relate to Electronic Control Units, shall be dismissed as against the Releasees, without costs, with prejudice and without reservation.

7.7 Material Term

- (1) The releases, covenants, dismissals, and granting of consent contemplated in this Section shall be considered a material term of the Settlement Agreement and the failure of any Court to approve the releases, covenants, dismissals, and granting of consent contemplated herein shall give rise to a right of termination pursuant to Section 6.1 of the Settlement Agreement.

SECTION 8 – BAR ORDER, WAIVER OF SOLIDARITY ORDER AND OTHER CLAIMS

8.1 Ontario and British Columbia Bar Order

- (1) Class Counsel shall obtain a bar order from the Ontario Court and the BC Court providing for the following:
 - (a) all claims for contribution, indemnity or other claims over, whether asserted, unasserted or asserted in a representative capacity, inclusive of interest, taxes and costs, relating to the Released Claims, which were or could have been brought in the Proceedings or any Other Actions, or otherwise, by any Non-Settling Defendant, any named or unnamed co-conspirator that is not a Releasee, any

Settled Defendant or any other Person or party against a Releasee, or by a Releasee against any Non-Settling Defendant, any named or unnamed co-conspirator that is not a Releasee, any Settled Defendant, or any Person or party, are barred, prohibited and enjoined in accordance with the terms of this Section (unless such claim is made in respect of a claim by a Person who has validly opted out of the Proceedings);

- (b) if the Ontario Court or BC Court, as applicable, ultimately determines that a claim for contribution and indemnity or other claim over, whether in equity or in law, by statute or otherwise is a legally recognized claim:
- (i) the Ontario and BC Plaintiffs and the Settlement Class Members shall not be entitled to claim or recover from the Non-Settling Defendants and/or named or unnamed co-conspirators and/or any other Person or party that is not a Releasee that portion of any damages (including punitive damages, if any), restitutionary award, disgorgement of profits, interest and costs (including investigative costs claimed pursuant to section 36 of the *Competition Act*) that corresponds to the Proportionate Liability of the Releasees proven at trial or otherwise;
 - (ii) the Ontario and BC Plaintiffs and the Settlement Class Members shall limit their claims against the Non-Settling Defendants and/or named or unnamed co-conspirators and/or any other Person or party that is not a Releasee to include only, and shall only seek to recover from the Non-Settling Defendants and/or named or unnamed co-conspirators and/or any other Person or party that is not a Releasee, those claims for damages (including punitive damages, if any), restitutionary award, disgorgement of profits, costs, and interest attributable to the aggregate of the several liability of the Non-Settling Defendants and/or named or unnamed co-conspirators and/or any other Person or party that is not a Releasee to the Ontario and BC Plaintiffs and Settlement Class

Members, if any, and, for greater certainty, the Ontario and BC Settlement Class Members shall be entitled to claim and seek to recover on a joint and several basis as between the Non-Settling Defendants and/or named or unnamed co-conspirators and/or any other Person or party that is not a Releasee, if permitted by law; and

- (iii) the Ontario and BC Courts shall have full authority to determine the Proportionate Liability of the Releasees at the trial or other disposition of the relevant Proceeding, whether or not the Releasees remain in the relevant Proceeding or appear at the trial or other disposition, and the Proportionate Liability of the Releasees shall be determined as if the Releasees are parties to the relevant Proceeding and any determination by the Ontario Court or BC Court, as applicable, in respect of the Proportionate Liability of the Releasees shall only apply in the relevant Proceeding and shall not be binding on the Releasees in any other proceeding;
- (c) after the relevant Proceeding against the Non-Settling Defendants has been certified and all appeals or times to appeal have been exhausted, and on at least twenty (20) days' notice to Counsel for the Settling Defendants, a Non-Settling Defendant may, on motion to the Ontario Court or the BC Court, as appropriate, seeking an Order for the following, which order shall be determined as if the Settling Defendants remained parties to the relevant Proceeding:
- (i) documentary discovery and an affidavit of documents (list of documents in British Columbia) from the Settling Defendants in accordance with that Court's rules of procedure;
 - (ii) oral discovery of a representative of the Settling Defendants, the transcripts of which may be read in at trial;

- (iii) leave to serve a request to admit (notice to admit in British Columbia) on the Settling Defendants in respect of factual matters; and/or
 - (iv) the production of a representative of the Settling Defendants to testify at trial, with such witness to be subject to cross-examination by counsel for the Non-Settling Defendants.
-
- (d) the Settling Defendants retain all rights to oppose any motion brought pursuant to Section 8.1(1)(c), including any such motion brought at trial seeking an order requiring the Settling Defendants to produce a representative to testify at trial. Moreover, nothing herein restricts the Settling Defendants from seeking a protective order to maintain confidentiality and protection of proprietary information in respect of documents to be produced and/or for information obtained from discovery in accordance with Section 8.1(1)(c);
 - (e) on any motion brought pursuant to Section 8.1(1)(c), the Ontario Court or BC Court, as applicable, may make such orders as to costs and other terms as it considers appropriate;
 - (f) to the extent that such an order is granted and discovery is provided to a Non-Settling Defendant, a copy of all discovery provided, whether oral or documentary in nature, shall be provided by the Settling Defendants to the Plaintiffs and Class Counsel within ten (10) days of such discovery being provided to a Non-Settling Defendant;
 - (g) the Ontario and BC Courts will retain an ongoing supervisory role over the discovery process and the Settling Defendants will attorn to the jurisdiction of the Ontario and BC Courts for these purposes; and
 - (h) a Non-Settling Defendant may effect service of the motion(s) referred to in Section 8.1(1)(c) by service on Counsel for the Settling Defendants in the relevant Proceedings.

8.2 Quebec Waiver or Renunciation of Solidarity Order

(1) A waiver or renunciation of solidarity shall be granted by the Quebec Court providing for the following:

- (a) the Quebec Petitioner and the Settlement Class Members in the Quebec Action expressly waive and renounce the benefit of solidarity against the Non-Settling Defendants with respect to the facts, deeds or other conduct of the Releasees;
- (b) the Quebec Petitioner and the Settlement Class Members in the Quebec Action shall henceforth only be able to claim and recover damages, including punitive damages, interest and costs (including without limitation, judicial fees pursuant to the *Code of Civil Procedure*, and investigative costs claimed pursuant to section 36 of the *Competition Act*) attributable to the conduct of the Non-Settling Defendants, the sales by the Non-Settling Defendants, and/or other applicable measure of proportionate liability of the Non-Settling Defendants;
- (c) any claims in warranty or any other claim or joinder of parties to obtain any contribution or indemnity from the Releasees or relating to the Released Claims shall be inadmissible and void in the context of the Quebec Action or any Other Action commenced in Quebec; and
- (d) the ability of Non-Settling Defendants to seek discovery from the Settling Defendants shall be determined according to the provisions of the *Code of Civil Procedure*, and the Settling Defendants shall retain and reserve all of their rights to oppose such discovery under the *Code of Civil Procedure*.

8.3 Claims Against Other Entities Reserved

(1) Except as provided herein, this Settlement Agreement does not settle, compromise, release or limit in any way whatsoever any claim by the Releasers against any Person other than the Releasees.

8.4 Material Term

(1) The Parties acknowledge that the bar orders, waivers, renunciations of solidarity and reservations of rights contemplated in this Section shall be considered a material term of the

Settlement Agreement and the failure of any Court to approve the bar orders, waivers, renunciations of solidarity and reservations of rights contemplated herein shall give rise to a right of termination pursuant to Section 6.1 of the Settlement Agreement.

SECTION 9 – EFFECT OF SETTLEMENT

9.1 No Admission of Liability

(1) The Plaintiffs and the Releasees expressly reserve all of their rights if the Settlement Agreement is not approved, is terminated, or otherwise fails to take effect for any reason. Further, whether or not the Settlement Agreement is finally approved, is terminated, or otherwise fails to take effect for any reason, this Settlement Agreement and anything contained herein, and any and all negotiations, documents, discussions and proceedings associated with this Settlement Agreement, and any action taken to carry out this Settlement Agreement, shall not be deemed, construed, or interpreted to be an admission of any violation of any statute or law, or of any wrongdoing or liability by the Releasees, or of the truth of any of the claims or allegations contained in the Proceedings or any Other Actions, or any other pleading filed by the Plaintiffs.

9.2 Agreement Not Evidence

(1) The Parties agree that, whether or not it is finally approved, is terminated, or otherwise fails to take effect for any reason, this Settlement Agreement and anything contained herein, and any and all negotiations, documents, discussions and proceedings associated with this Settlement Agreement, and any action taken to carry out this Settlement Agreement, shall not be referred to, offered as evidence or received in evidence in any pending or future civil, criminal or administrative action or proceeding, except in a proceeding to approve and/or enforce this Settlement Agreement, to defend against the assertion of Released Claims, as necessary in any insurance-related proceeding, or as otherwise required by law.

9.3 No Further Litigation

(1) No Class Counsel, nor anyone currently or hereafter employed by or a partner with Class Counsel, may directly or indirectly participate or be involved in or in any way assist with respect to any claim made or action commenced by any Person against the Settling Defendants which relates to or arises from the Released Claims, except in relation to the continued prosecution of the Proceedings against any Non-Settling Defendants or unnamed co-conspirators that are not

Releasees or, if the Proceedings are not certified or authorized, the continuation of the claims asserted in the Proceedings on an individual basis or otherwise against any Non-Settling Defendant or unnamed co-conspirator that is not a Releasee. Moreover, these Persons may not divulge to anyone for any purpose any information obtained in the course of the Proceedings or the negotiation and preparation of this Settlement Agreement, except to the extent such information is otherwise publicly available or unless ordered to do so by a court, and subject to Section 4.2 of this Settlement Agreement.

(2) Section 9.3(1) shall be inoperative to the extent that it is inconsistent with BC Counsel's obligations under Rule 3.2-10 of the Code of Professional Conduct for British Columbia.

SECTION 10 – CERTIFICATION OR AUTHORIZATION FOR SETTLEMENT ONLY

(1) The Settling Defendants consent to being added as defendants to the BC Action, and Plaintiffs agree to effect such addition of the Settling Defendants as defendants to the BC Action prior to the publication of the notices pursuant to Section 11. The Settling Defendants agree that service of the amended statement of claim can be effected by serving a copy of the amended statement of claim on Counsel for the Settling Defendants.

(2) The Parties agree that the Proceedings shall be certified or authorized as class proceedings as against the Settling Defendants solely for purposes of settlement of the Proceedings and the approval of this Settlement Agreement by the Courts.

(3) The Plaintiffs agree that, in the motions for certification or authorization of the Proceedings as class proceedings for settlement purposes and for the approval of this Settlement Agreement, the only common issue that they will seek to define is the Common Issue and the only classes that they will assert are the Settlement Classes.

(4) The Parties agree that the certification or authorization of the Proceedings as against the Settling Defendants for the purpose of implementing this Settlement Agreement, shall not derogate in any way from the rights of the Plaintiffs as against the Non-Settling Defendants, except as expressly set out in this Settlement Agreement.

SECTION 11 – NOTICE TO SETTLEMENT CLASSES

11.1 Notices Required

(1) The proposed Settlement Classes shall be given a single notice of (i) the certification or authorization of Proceedings as class proceedings as against the Settling Defendants for settlement purposes; (ii) the hearings at which the Courts will be asked to approve the Settlement Agreement; and (iii) if they are brought with the hearings to approve the Settlement Agreement, the hearings to approve Class Counsel Fees and Class Counsel Disbursements.

(2) The proposed Settlement Classes shall also be given a notice of approval of the Settlement Agreement.

(3) If this Settlement Agreement is not approved, is terminated, or otherwise fails to take effect, the proposed Settlement Classes shall be given notice of such event.

11.2 Form and Distribution of Notices

(1) The notices shall be in a form agreed upon by the Parties and approved by the Courts or, if the Parties cannot agree on the form of the notices, the notices shall be in a form ordered by the Courts.

(2) The notices shall be disseminated by a method agreed upon by the Parties and approved by the Courts or, if the Parties cannot agree on a method for disseminating the notices, the notices shall be disseminated by a method ordered by the Courts.

SECTION 12 – ADMINISTRATION AND IMPLEMENTATION

12.1 Mechanics of Administration

(1) Except to the extent provided for in this Settlement Agreement, the mechanics of the implementation and administration of this Settlement Agreement shall be determined by the Courts on motions brought by Class Counsel.

12.2 Information and Assistance

(1) The Settling Defendants will make best efforts to provide to Class Counsel a list of the names and addresses of Persons in Canada who received delivery of Electronic Control Units

from the Settling Defendants during the Class Period, to the extent such information is reasonably available and to the extent not previously provided.

(2) The name and address information required by Section 12.2(1) shall be delivered to Class Counsel within thirty (30) days of the Date of Execution or at a time mutually agreed upon by the Parties.

(3) Class Counsel may use the information provided under Section 12.2(1):

- (a) to facilitate the dissemination of the notices required in Section 11.1;
- (b) to advise Persons in Canada who purchased Electronic Control Units from the Releasees during the Class Period of any subsequent settlement agreement reached in the Proceedings, any related approval hearings, and any other major steps in the Proceedings;
- (c) to facilitate the claims administration process with respect to this Settlement Agreement and any other settlement agreement(s) achieved or court awards issued in the Proceedings; and
- (d) as otherwise authorized in Section 4.

(4) All information provided by the Settling Defendants pursuant to Section 12.2(1) shall be dealt with in accordance with Section 4, except that Class Counsel may disclose all information provided by the Settling Defendants pursuant to Section 12.2(1) to any Court-appointed notice provider and/or any Court-appointed claims administrator, to the extent reasonably necessary for the purposes enumerated in Section 12.2(2). Any Court-appointed notice provider and/or any Court-appointed claims administrator shall be bound by the same confidentiality obligations set out in Section 4. If this Settlement Agreement is terminated, all information provided by the Settling Defendants pursuant to Section 12.2(1) shall be dealt with in accordance with Section 6.2(1)(d) and no record of the information so provided shall be retained by Class Counsel in any form whatsoever.

(5) The Settling Defendants will make themselves reasonably available to respond to questions respecting the information provided pursuant to Section 12.2(1) from Class Counsel or

any Court-appointed notice provider and/or Court-appointed claims administrator. The Settling Defendants' obligations to make themselves reasonably available to respond to questions as particularized in this Section shall not be affected by the release provisions contained in Section 7 of this Settlement Agreement. Unless this Settlement Agreement is not approved, is terminated or otherwise fails to take effect for any reason, the Settling Defendants' obligations to cooperate pursuant to this Section 12.2 shall cease when the Proceedings are resolved as against all Defendants and all settlement funds or court awards have been distributed.

(6) The Settling Defendants shall bear no liability with respect to the completeness or accuracy of the information provided pursuant to this Section 12.2.

SECTION 13 – DISTRIBUTION OF THE SETTLEMENT AMOUNT AND ACCRUED INTEREST

13.1 Distribution Protocol

(1) At a time wholly within the discretion of Class Counsel, but on notice to the Settling Defendants, Class Counsel will bring motions seeking orders from the Courts approving the Distribution Protocol. The motions can be brought before the Effective Date, but the orders approving the Distribution Protocol shall be conditional on the Effective Date occurring.

(2) The Distribution Protocol shall require Settlement Class Members seeking compensation to give credit for any compensation received through other proceedings or in private out-of-class settlements, unless by such proceedings or private out-of-class settlements the Settlement Class Member's claim was released in its entirety, in which case the Settlement Class Member shall be deemed ineligible for any further compensation.

13.2 No Responsibility for Administration or Fees

(1) Except as otherwise provided for in this Settlement Agreement, the Settling Defendants shall not have any responsibility, financial obligations or liability whatsoever with respect to the investment, distribution or administration of monies in the Trust Account including, but not limited to, Administration Expenses.

SECTION 14 – CLASS COUNSEL FEES, DISBURSEMENTS AND ADMINISTRATION EXPENSES

14.1 Responsibility for Fees, Disbursements and Taxes

(1) The Settling Defendants shall not be liable for any Class Counsel Fees, Class Counsel Disbursements or taxes of any of the lawyers, experts, advisors, agents, or representatives retained by Class Counsel, the Plaintiffs or the Settlement Class Members, any amounts to which the Fonds d'aide aux actions collectives in Quebec may be entitled, or any lien of any Person on any payment to any Settlement Class Member from the Settlement Amount.

14.2 Responsibility for Costs of Notices and Translation

(1) Subject to Section 6.3, Siskinds LLP shall pay the costs of the notices required by Section 11 and any costs of translation required by Section 15.12 from the Trust Account, as they become due. The Releasees shall not have any responsibility for the costs of the notices or translation.

14.3 Court Approval for Class Counsel Fees and Disbursements

(1) Class Counsel may seek the Courts' approval to pay Class Counsel Disbursements and Class Counsel Fees contemporaneous with seeking approval of this Settlement Agreement. Class Counsel Disbursements and Class Counsel Fees shall be reimbursed and paid solely out of the Trust Account after the Effective Date. Except as provided herein, Administration Expenses may only be paid out of the Trust Account after the Effective Date. No other Class Counsel Disbursements or Class Counsel Fees shall be paid from the Trust Account prior to the Effective Date.

SECTION 15 – MISCELLANEOUS

15.1 Motions for Directions

(1) Class Counsel or the Settling Defendants may apply to the Courts as may be required for directions in respect of the interpretation, implementation and administration of this Settlement Agreement. Unless the Courts order otherwise, motions for directions that do not relate specifically to matters affecting the BC Action or the Quebec Action shall be determined by the Ontario Court.

(2) All motions contemplated by this Settlement Agreement shall be on notice to the Parties.

15.2 Releasees Have No Liability for Administration

(1) The Releasees have no responsibility for and no liability whatsoever with respect to the administration of the Settlement Agreement.

15.3 Headings, etc.

(1) In this Settlement Agreement:

- (a) the division of the Settlement Agreement into sections and the insertion of headings are for convenience of reference only and shall not affect the construction or interpretation of this Settlement Agreement; and
- (b) the terms "this Settlement Agreement," "hereof," "hereunder," "herein," and similar expressions refer to this Settlement Agreement and not to any particular section or other portion of this Settlement Agreement.

15.4 Computation of Time

(1) In the computation of time in this Settlement Agreement, except where a contrary intention appears,

- (a) where there is a reference to a number of days between two events, the number of days shall be counted by excluding the day on which the first event happens and including the day on which the second event happens, including all calendar days; and
- (b) only in the case where the time for doing an act expires on a holiday as "holiday" is defined in the *Rules of Civil Procedure*, RRO 1990, Reg 194, the act may be done on the next day that is not a holiday.

15.5 Ongoing Jurisdiction

(1) Each of the Courts shall retain exclusive jurisdiction over the Proceeding commenced in its jurisdiction, the Parties and the Class Counsel Fees in that proceeding.

(2) No Party shall ask a Court to make any order or give any direction in respect of any matter of shared jurisdiction unless that order or direction is conditional upon a complementary

order or direction being made or given by the other Court(s) with which it shares jurisdiction over that matter.

(3) Notwithstanding Section 15.5(1) and 15.5(2), the Ontario Court shall exercise jurisdiction with respect to implementation, administration, interpretation and enforcement of the terms of this Settlement Agreement, and the Plaintiffs, Settlement Class Members and Settling Defendants attorn to the jurisdiction of the Ontario Court for such purposes. Issues related to the administration of this Settlement Agreement, the Trust Account, and other matters not specifically related to the BC Action or the Quebec Action shall be determined by the Ontario Court.

15.6 Governing Law

(1) Subject to Section 15.6(2), this Settlement Agreement shall be governed by and construed and interpreted in accordance with the laws of the Province of Ontario.

(2) Notwithstanding Section 15.6(1), for matters relating specifically to the BC or Quebec Action, the BC or Quebec Court, as applicable, shall apply the law of its own jurisdiction.

15.7 Entire Agreement

(1) This Settlement Agreement constitutes the entire agreement among the Parties, and supersedes all prior and contemporaneous understandings, undertakings, negotiations, representations, promises, agreements, agreements in principle and memoranda of understanding in connection herewith. None of the Parties will be bound by any prior obligations, conditions or representations with respect to the subject matter of this Settlement Agreement, unless expressly incorporated herein.

15.8 Amendments

(1) This Settlement Agreement may not be modified or amended except in writing and on consent of the all Parties, and any such modification or amendment must be approved by the Courts with jurisdiction over the matter to which the amendment relates.

15.9 Binding Effect

(1) This Settlement Agreement shall be binding upon, and enure to the benefit of, the Plaintiffs, the Settlement Class Members, the Settling Defendants, the Releasors, the Releasees

and all of their successors and assigns. Without limiting the generality of the foregoing, each and every covenant and agreement made by the Plaintiffs shall be binding upon all Releasors and each and every covenant and agreement made by the Settling Defendants shall be binding upon all of the Releasees.

15.10 Counterparts

(1) This Settlement Agreement may be executed in counterparts, all of which taken together will be deemed to constitute one and the same agreement, and a facsimile or PDF signature shall be deemed an original signature for purposes of executing this Settlement Agreement.

15.11 Negotiated Agreement

(1) This Settlement Agreement has been the subject of negotiations and discussions among the undersigned, each of which has been represented and advised by competent counsel, so that any statute, case law, or rule of interpretation or construction that would or might cause any provision to be construed against the drafter of this Settlement Agreement shall have no force and effect. The Parties further agree that the language contained in or not contained in previous drafts of this Settlement Agreement, or any agreement in principle, shall have no bearing upon the proper interpretation of this Settlement Agreement.

15.12 Language

(1) The Parties acknowledge that they have required and consented that this Settlement Agreement and all related documents be prepared in English; les parties reconnaissent avoir exigé que la présente convention et tous les documents connexes soient rédigés en anglais. Nevertheless, if required to by the Courts, Class Counsel and/or a translation firm selected by Class Counsel shall prepare a French translation of the Settlement Agreement, the cost of which shall be paid from the Settlement Amount. In the event of any dispute as to the interpretation or application of this Settlement Agreement, only the English version shall govern.

15.13 Transaction

(1) The present Settlement Agreement constitutes a transaction in accordance with Articles 2631 and following of the *Civil Code of Quebec*, and the Parties are hereby renouncing any errors of fact, of law and/or of calculation.

15.14 Recitals

(1) The recitals to this Settlement Agreement are true and form part of the Settlement Agreement.

15.15 Schedules

(1) The schedules annexed hereto form part of this Settlement Agreement.

15.16 Acknowledgements

(1) Each of the Parties hereby affirms and acknowledges that:

- (a) he, she or a representative of the Party with the authority to bind the Party with respect to the matters set forth herein has read and understood the Settlement Agreement;
- (b) the terms of this Settlement Agreement and the effects thereof have been fully explained to him, her or the Party's representative by his, her or its counsel;
- (c) he, she or the Party's representative fully understands each term of the Settlement Agreement and its effect; and
- (d) no Party has relied upon any statement, representation or inducement (whether material, false, negligently made or otherwise) of any other Party, beyond the terms of the Settlement Agreement, with respect to the first Party's decision to execute this Settlement Agreement.

15.17 Authorized Signatures

(1) Each of the undersigned represents that he or she is fully authorized to enter into the terms and conditions of, and to execute, this Settlement Agreement on behalf of the Parties identified above their respective signatures and their law firms.

15.18 Notice

(1) Where this Settlement Agreement requires a Party to provide notice or any other communication or document to another, such notice, communication or document shall be

provided by email, facsimile or letter by overnight delivery to the representatives for the Party to whom notice is being provided, as identified below:

For the Plaintiffs and for Class Counsel in the Proceedings:

Charles M. Wright and Linda Visser
SISKINDS LLP
Barristers and Solicitors
680 Waterloo Street
London, ON N6A 3V8
Tel: 519.672.2121
Fax: 519.672.6065
Email: charles.wright@siskinds.com
linda.visser@siskinds.com

David Jones
CAMP FIORANTE MATTHEWS
MOGERMAN
4th Floor, 856 Homer St.
Vancouver, BC V6B 2W5
Tel: 604.689.7555
Fax: 604.689.7554
Email: djones@cfmlawyers.ca

David Sterns and Jean Marc Leclerc
SOTOS LLP
Barristers and Solicitors
180 Dundas Street West, Suite 1250
Toronto, ON M5G 1Z8
Tel: 416.977.0007
Fax: 416.977.0717
Email: dsterns@sotosllp.com
jleclerc@sotosllp.com

Caroline Perrault and Barbara Ann Cain
SISKINDS DESMEULES s.e.n.c.r.l.
Les promenades du Vieux-Quebec
43 rue Buade, bureau 320
Quebec City, QC G1R 4A2
Tel: 418.694.2009
Fax: 418.694.0281
Email:
caroline.perrault@siskindsdesmeules.com
barbaraann.cain@siskindsdesmeules.com

For the Settling Defendants:

Kelly Friedman
DLA Piper (Canada) LLP
100 King St W
Toronto ON M5X 1E2
Tel: 416.365.3503
Fax: 416.777.7415
Email: kelly.friedman@dlapiper.com

Kevin Wright
DLA Piper (Canada) LLP
Suite 2800, Park Place
666 Burrard Street
Vancouver BC V6C 2Z7
Tel: 604.687.9444
Fax: 604.687.1612
Email: kevin.wright@dlapiper.com

15.19 Date of Execution

(1) The Parties have executed this Settlement Agreement as of the date on the cover page.

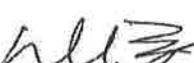
FADY SAMAHA on his own behalf and on behalf of the Ontario Settlement Class, by his counsel

Name of Authorized Signatory: Linda Visse

Signature of Authorized Signatory: 
Siskinds LLP
Ontario Counsel

SHERIDAN CHEVROLET CADILLAC LTD. and THE PICKERING AUTO MALL LTD., on their own behalf and on behalf of the Ontario Settlement Class, by their counsel

Name of Authorized Signatory: Linda Visse

Signature of Authorized Signatory: 
per Sotos LLP
Ontario Counsel

DARREN EWERT on his own behalf and on behalf of the British Columbia Settlement Class, by his counsel

Name of Authorized Signatory: Linda Visse

Signature of Authorized Signatory: 
per Camp Fiorante Matthews Mogerman
BC Counsel

GAËTAN ROY, on his own behalf and on behalf of the Quebec Settlement Class, by his counsel

Name of Authorized Signatory:

Linda Visse

Signature of Authorized Signatory:

per 
Siskinds Desmeules s.e.n.c.r.l.
Quebec Counsel

HITACHI, LTD., HITACHI AUTOMOTIVE SYSTEMS, LTD. and HITACHI AUTOMOTIVE SYSTEMS AMERICAS, INC., by their counsel

Name of Authorized Signatory:

Signature of Authorized Signatory:

DLA Piper (Canada) LLP

GAËTAN ROY, on his own behalf and on behalf of the Quebec Settlement Class, by his counsel

Name of Authorized Signatory: _____

Signature of Authorized Signatory: _____

Siskinds Desmeules s.e.n.c.r.l.
Quebec Counsel

HITACHI, LTD., HITACHI AUTOMOTIVE SYSTEMS, LTD. and HITACHI AUTOMOTIVE SYSTEMS AMERICAS, INC., by their counsel

Name of Authorized Signatory: _____

Signature of Authorized Signatory: _____

Kelly Friedman

Kelly Friedman
DLA Piper (Canada) LLP